

RAPPORT POLITIQUE DE TERREL

au nom du Bureau National

ASSEMBLEE GENERALE DE L'UNEF 14 - 15 JANVIER 1967

Ces dernières semaines ont vu un climat passionnel se créer à l'UNEF. Aujourd'hui, au début de cette Assemblée Générale, la crise est ouverte. Est-ce un des derniers soubresauts d'une organisation moribonde ? Est-ce un de ces débats confus où une minorité de militants politiques s'affrontent selon un jeu subtil d'accords et de désaccords ? S'agit-il - comme certains l'ont prétendu - d'une entreprise de liquidation d'une UNEF devenue le champ clos des groupuscules ?

De telles interprétations seraient après tout rassurantes. Mais le débat a un autre enjeu politique Il est donc nécessaire pour la direction nationale de faire le point politique sur la ligne qu'elle a défendue.

Remontons à la source : le Congrès de Grenoble. Les militants et la presse l'ont perçu comme la montée au pouvoir d'une direction centriste. Disons pour employer une catégorie plus rigoureuse que la nouvelle ligne revêtait objectivement, pratiquement, un sens réformiste.

Divers éléments se sont conjugués pour aboutir à cette caractérisation : situation générale de l'UNEF et plus généralement des forces démocratiques face au pouvoir, floraison d'illusions réformistes caractéristiques d'une période de recul ; dans cette conjoncture, les erreurs théoriques contenues dans un texte qui n'était pourtant pas uniformément réformiste en devenaient l'élément dominant.

Le texte de Grenoble tentait de donner à l'UNEF considérée comme organisation syndicale un champ spécifique d'intervention, dit "relativement autonome" par rapport au champ social global. Affirmant la nécessité d'un débouché politique de l'UNEF - dans la contestation de la société capitaliste, il tentait néanmoins de définir une intervention syndicale, qui ne se heurte pas d'emblée à un préalable politique. Et ces ambiguïtés réformistes étant rendues possibles par une erreur théorique grave portant sur le concept de "division technique du travail". L'emploi de ce concept revenait en effet à assigner à l'université une fonction technique correspondant à un "besoin réel de la société" - celle de transmettre le savoir - fonction que serait venue tout au plus altérer une fonction sociale correspondant à la division de la société en classe.

Nous déclarions bien par ailleurs qu'il était impossible de séparer réellement le "technique" du "social". Mais même dans ce dernier cas nous concevions division technique et division sociale comme deux entités distinctes

Une définition de l'action syndicale découlait de ces assertions : "l'action syndicale a pour but la transformation démocratique du système universitaire : l'université démocratique serait celle qui remplit au mieux sa fonction dans la division technique du travail sans perpétuer (voire accentuer) la division sociale du travail".

On voit qu'une telle définition peut justifier tous les modernismes et tous les réformismes du monde. Il est fait ici état de "besoins réels de la société" (par exemple une transmission rationnelle du savoir), une division technique qui ne deviendrait que par accident division sociale. Or la division technique et la division sociale du travail ne sont pas des réalités différentes. L'actuelle division technique du travail - par exemple la séparation entre travail manuel et intellectuel - et l'existence dans le cadre d'une telle séparation d'un système spécialisé dans la transmission du

savoir - l'université - n'échappe pas aux déterminismes de classe, elle est la forme même de ces déterminismes. De même parler de pédagogie rationnelle est générateur d'illusion, comme si il y avait une pédagogie "pure" qui ne soit pas l'instrument d'une classe donnée, comme si l'actuelle pédagogie n'était elle-même pas "rationnelle", de sa rationalité de classe.

Il est bien clair que seules ces erreurs n'auraient pu aboutir à l'orientation réformiste adoptée par la direction nationale. Mais ces erreurs venaient favoriser la montée d'un courant réformiste dans l'appareil l'UNEF.

Ainsi déclare-t-on possible dans le cadre même des rapports de classe existants et de l'état bourgeois d'adapter véritablement l'enseignement au monde moderne ou aux besoins réels de la société. Inutile d'insister sur l'ambiguïté d'une telle métaphore. S'agit-il des forces productives ? Cette inadaptation est effective ; Mais sa racine se trouve dans les rapports de classe auxquels l'université est parfaitement adaptée. Nous discernons ici la contradiction dernière de la formation sociale capitaliste, celle précisément qui, pour être levée, exige le changement de base de la société tout entière.

Le réformisme consiste à laisser dans l'ombre cette perspective politique en attribuant une valeur surfaite aux réformes proposées. De telles déviations recouvrent en fait une analyse superficielle de l'université. On reconnaît en principe que l'université est un instrument aux mains de la classe dominante, mais on masque les mécanismes principaux qui donnent à l'université cette caractéristique.

Par exemple, d'aucuns font état - pour expliquer le caractère non démocratique de notre enseignement - d'une politique malthusienne du pouvoir ; Celui-ci, sous le couvert d'hypocrites protestations démocratiques, multiplierait les barrages économiques et structurels pour interdire l'accès de l'université aux enfants des classes populaires. Que l'on ouvre toutes grandes les portes de l'université, disent en substance ces stratèges de la démocratisation, et le peuple travailleur s'y engouffrera.

Ainsi le pouvoir gaspillerait le capital culturel du pays au lieu de le faire fructifier. Il sacrifierait les intérêts réels de la nation au profit d'une minorité de privilégiés. Dans cette perspective, la lutte contre le pouvoir personnel est principale comme l'explique l'accord P.C.F. -F.G.D.S.

Mais c'est manquer ici les mécanismes essentiels de la ségrégation sociale qui tient à l'inégalité des diverses classes devant la culture, comme on dit, c'est-à-dire devant la culture dominante, qui est toujours la culture, l'idéologie de la classe dominante. C'est rechercher en vain cet objectif dominant, sans détenir le pouvoir. C'est rechercher en vain cet objectif illusoire : une Université bourgeoise occupée par les fils des classes populaires. C'est prendre abusivement pour but un relatif élargissement du recrutement accessible à des réformes économiques.

Ainsi dans une telle perspective, la bataille pour des objectifs démocratiques - coupée de toute perspective politique assurée - se borne à aménager la société actuelle.

Certains ont prétendu résoudre la question en proposant immédiatement comme objectifs des réformes structurelles profondes à sens "socialiste". On laisse croire qu'il est possible - dans le cadre même de l'Etat bourgeois - de proposer des mesures nous acheminant progressivement vers le socialisme. Dans cette perspective, on reproche surtout aux forces démocratiques de ne pas engager la bataille structurelle. Est qualifiée de révolutionnaire toute bataille structurelle, quelle qu'elle soit, comme si la nature de l'objectif - économique, structurel ou autre - suffisait à qualifier une stratégie. On peut d'ailleurs ironiser sur la rigueur de ce concept de réforme de structure quand il désigne des objets si différents que l'Allocation

d'Etudes sur critères universitaires, le cycle d'orientation universitaire et la nationalisation des banques.

Quand nous qualifions de réformiste la stratégie dite des réformes de structures, nous ne prétendons pas condamner toute lutte sur les structures de l'Université. Nous visions une question plus essentielle, celle du pouvoir. La bataille pour les libertés démocratiques dans le cadre même de l'Etat bourgeois est une chose, la construction du socialisme une autre.

Entendons bien cette critique des illusions réformistes. Il ne s'agit pas pour nous de refuser toute bataille revendicative. Mais il s'agit pour nous d'articuler les luttes revendicatives sur une lutte contestatoire dévoilant la réalité de classe de l'université. Tout autant que par leur contenu propre, les objectifs revendicatifs ne peuvent acquérir de signification que par le mouvement de prise de conscience que suscite leur revendication. Ce doit être une prise de conscience des mécanismes réels qui déterminent l'université et des conditions de sa transformation : en premier lieu la prise du pouvoir d'état elle-même condition de transformations décisives révolutionnaires dans chacune des autres instances de la société : économiques et idéologiques.

On comprend dès lors que nous revenions- en un point essentiel - sur les analyses de Grenoble. Il s'agit de la lutte idéologique dans l'organisation de masse. Certes le critère d'adhésion à l'organisation et à ses combats ne peut être la contestation radicale de la société capitaliste. Le critère d'adhésion à l'organisation de masse c'est l'accord avec ses objectifs revendicatifs concrets et les formes d'organisation des luttes qu'elle propose.

Les luttes de l'organisation de masse étudiante ne sauraient être de part en part idéologiques. Mais la lutte idéologique est néanmoins essentielle en ce qu'elle concerne le mouvement même de prise de conscience auquel doit conduire la lutte revendicative.

Ayant fait ainsi le point sur la ligne politique du Bureau National il nous faut aussitôt souligner les lacunes de notre réflexion :

- aucune analyse rigoureuse de la phase actuelle du capitalisme français
- en conséquence, aucune analyse autre qu'empirique de la signification réelle des transformations à l'heure actuelle en cours à l'université.

● *

*

Il nous faut maintenant nous interroger sur la situation d'une telle ligne politique à l'UNEF. Force nous est de constater qu'elle est en rupture totale avec la réalité du mouvement. A Grenoble, l'absence de ligne masquée sous des analyses théoriques à dominante réformiste pouvait faire illusion. Depuis, la direction nationale a été amenée à rectifier ses analyses et à développer une intervention plus conséquente mais totalement coupée de ce que pouvaient attendre et accepter les directions locales qui avaient soutenu le bureau national, si bien qu'on en est arrivé à la situation paradoxale suivante : un bureau national plus proche politiquement des AGE (1) de l'opposition que de celles de la majorité. < (1) AGE : Associations Générales d'Etudiants regroupent plusieurs "corpos" d'une même ville de province.>

Entendons nous bien. Il serait bien facile de jouer, comme d'aucuns le firent à Grenoble, aux conventionnels révolutionnaires méprisant le marais centriste social-démocrate et que sais-je encore. De telles appréciations permettent sans doute de beaux numéros en AG (1) de l'UNEF, elles ne

constituent en rien une explication de la réalité. Le fameux marais est souvent un mythe dont la seule utilité est de permettre à un courant d'apparaître par contre coup comme la gauche de l'UNEF. < (1) AG : Assemblée Générale >

Ce qu'il est juste de décrire, c'est un mouvement qui, dans son ensemble (aucune AGE ne fait ici exception), traverse une grave crise politique et organisationnelle. Celle-ci renvoie au recul généralisé des forces dites démocratiques qui caractérise la conjoncture politique nationale (il serait d'ailleurs aisé de lier ce recul aux diverses illusions réformistes décrites plus haut).

La forme spécifique que prend ce recul dans l'organisation de masse étudiante est celle d'une crise de l'appareil. L'UNEF, vu sa faiblesse organisationnelle, ne peut que difficilement survivre bureaucratiquement sans lutte de masse, au contraire par exemple d'une organisation comme la FEN (2). Il est caractéristique que les AGE, traditionnellement considérées comme gestionnaires, ne correspondent plus aux descriptions que l'on en fait et qu'elles doivent chercher leur salut dans une reconversion (Lille par exemple). Signalons en passant qu'il était unilatéral, comme nous l'avons, fait à Grenoble, d'attribuer à la "gauche syndicale" la responsabilité exclusive de la crise. < (2) F.E.N. Fédération de l'Education Nationale. >

Cette crise de l'UNEF s'accompagne du développement des courants réformistes décrits plus haut. La situation de notre ligne dans le mouvement conduit donc à croire nécessaire une profonde transformation de l'UNEF tant dans ses formes d'organisation que de luttes.

Or, notre expérience à la direction nationale nous montre qu'elle n'est pas le lieu dans lequel nous pouvons effectivement oeuvrer à une telle conversion. Nous pouvons certes analyser à l'aide de principes esquissés dans la première partie de ce rapport la situation de l'UNEF et les solutions proposées par les divers courants, mais nous sommes condamnés à rester la mauvaise conscience de l'organisation sans pouvoir en opérer la transformation.

Nous avons cru un moment qu'une politique formation conséquente serait un instrument d'intervention efficace. Autant que notre nombre nous le permettait, nous avons participé à des stages. Nous avons fait un particulier effort quant à la presse du mouvement. Publier deux numéros de formation et deux numéros de masse dans les pires conditions financières, ce n'était pas une mince affaire. Mais de telles formes de pédagogie étaient beaucoup trop intellectualistes. Il est relativement facile d'explicitier devant des militants les fondements d'une ligne et de les en faire discuter. Je dois dire d'ailleurs que des militants de base peu coutumiers de l'appareil syndical étaient souvent plus réceptifs que certains cadres d'AGE posant essentiellement les problèmes en terme de survie organisationnelle de l'UNEF. Mais une telle formation est inefficace si elle n'est pas accompagnée d'une transformation de luttes et de pratiques militante. On peut même dire que l'on se forme d'abord dans des luttes de masse et d'action revendicative, même si de telles luttes ont sans cesse besoin d'être guidées par une formation théorique.

L'intervention d'une direction nationale est donc inefficace si elle n'est pas liée aux luttes de masse qui se déroulent. Une telle liaison ne pouvait exister - à cause principalement de l'absence quasi généralisée de réelles luttes de masse dans les AGE, à cause aussi de la rupture intervenue entre le bureau national et les appareils syndicaux locaux.

Une telle situation rendait impossible toute lutte revendicative. Certes il nous aurait été possible - en puisant dans le musée des ressources anciennes de l'UNEF - d'énoncer un certain nombre d'objectifs. Mais ces objectifs n'auraient permis aucune lutte réelle.

Le rapport de force existant avec le pouvoir nous était très défavorable. Les seuls objectifs "réalistes" auraient été ceux que le pouvoir, à quelques modifications près, aurait été prêt à nous accorder. Nous aurions pu ainsi après un simulacre de campagne entonner un chant de victoire, mais ces artifices de dirigeants coupés des masses ne trompent jamais personne.

Quant à déterminer même les objectifs possibles dans une autre conjoncture, cela n'est pas possible en chambre, dans un état major, sans réelle liaison avec des formes de luttes existant à la base. Nous avons expérimenté cette incapacité à investir dans la conjoncture nos principes politiques à propos de l'Allocation d'Etudes. Nous sommes certes capables de déceler la signification idéologique qu'a revêtu cette revendication en proclamant que l'étudiant jeune travailleur intellectuel avait le droit à une allocation, en liant cette revendication à la transformation de la condition étudiante, l'UNEF signifiait idéologiquement sa volonté d'appuyer ses luttes sur celles du prolétariat. Elle signifiait aussi, idéologiquement, sa volonté de gagner à ces luttes une grande masse d'étudiants d'origine pourtant non populaire.

Voilà ce que signifiait l'Allocation d'Etudes, mais idéologiquement. Notre volonté de lier nos luttes à celles de la classe ouvrière ne doit pas se projeter dans une analyse erronée du travail étudiant ; notre volonté de gagner à nos luttes des étudiants autres que défavorisés ne doit pas venir masquer une des conséquences de la Division Sociale du Travail à l'université : l'hétérogénéité du milieu. Bref tout mot d'ordre doit s'appuyer sur la connaissance réelle des mécanismes qui fondent le caractère de classe de l'université. Cela c'était le principe et il est fort précieux. Mais traduire ce principe dans une ligne d'intervention, proposer des luttes revendicatives justes sur le problème de l'Allocation d'Etudes, c'était une autre affaire. Notre situation même à la direction nationale nous interdisait de progresser de façon décisive sur cette question. Dès lors notre critique de l'ancien mot d'ordre devenait ambiguë. Critiquer l'Allocation d'Etudes sur critère universitaire, sans être capable d'aller plus loin, c'était risquer de voir notre critique mal comprise et récupérée par ceux là même qui, au nom d'une conception Radical-socialiste de la démocratisation, se battaient depuis des années dans le mouvement pour les critères sociaux.

Cette incapacité à mener de réelles luttes revendicatives nous interdisait de songer à un procès de transformation de l'UNEF. Restant à la direction nationale, nous oscillerions entre l'opportunisme et le gauchisme. C'est du moins l'enseignement que nous tirons des avatars de la Semaine Nationale d'Action. Nous avons tout intérêt à conserver à l'UNEF ce qu'elle garde de potentiel militant et organisationnel et des propositions qui étaient en rupture radicale avec la pratique existant dans les AGE. Tel a été le sort du Nouvel Observateur. Nous le concevions comme un instrument de lutte contestatoire devant s'articuler sur une pratique revendicative de base. Or cette pratique n'a jamais existé. Dans ces conditions, la campagne nationale devenait de part en part idéologique, ce qui la situait en rupture totale avec le mouvement. Une telle pratique - objectivement gauchiste - n'induisait et n'a induit aucune transformation de la pratique du mouvement - quand pratique il y avait. Nous étions condamnés, soit à l'entériner purement et simplement, soit à la critiquer verbalement en la laissant en fait subsister.

Cette situation interne rejaillit sur la situation de l'UNEF dans la conjoncture politique nationale. Dans une période où un rapport de forces favorable est créé entre les forces ouvrières - sous la direction de la force d'avant-garde qui existe alors - et le pouvoir, il est clair que seule une plateforme nationale peut rassembler les luttes et permettre à l'UNEF de s'insérer activement dans la conjoncture ; l'UNEF peut devenir ainsi partie intégrante d'un véritable front anti-monopoliste.

A l'heure actuelle, le réformisme dominant rend le rapport de forces si défavorable que l'UNEF ne peut prétendre s'insérer de façon active dans les luttes politiques. Au premier trimestre, il nous a certes été possible, sur un front spécifique - celui de la lutte contre l'impérialisme américain et son agression au Vietnam - de jouer avec d'autres forces un rôle important.

C'est la timidité des forces qui se réclament de la gauche, voire leur démission du combat anti-impérialiste, et non je ne sais quelle volonté avant-gardiste, qui a pu donner à l'UNEF un réel moteur dans cette lutte. Et c'est là un fait à souligner, à un moment où les deux plus importants partis de gauche ont pu conclure un accord électoral contre le gaullisme, alors que l'un d'eux, s'alignant sur l'impérialisme américain, prend des positions plus réactionnaires que le gouvernement français tandis que l'autre refuse, dans une réunion unitaire avec l'UNEF, la mention explicite des quatre et cinq points, et la reconnaissance du FNL comme seul représentant authentique du Peuple du Sud Vietnam.

Il n'est pas étonnant que cette question soit celle où le bureau national puisse faire le bilan le plus positif de son activité. Nous avons, il est vrai, l'avantage de posséder ici des principes clairs et sans équivoque :

- soutien politique inconditionnel à la guerre populaire menée par le peuple sud-vietnamien sous la direction du FNL contre l'impérialisme américain contre l'agresseur.

- développement des luttes de masses sous la direction de militants réellement liés aux masses.

Tels sont les principes - politiques et organisationnels - qui ont guidé notre intervention :

1°) nous avons accepté de participer aux "six heures du Monde pour le Vietnam", considérant que, malgré les ambiguïtés et les insuffisances, la base politique de cette manifestation n'était pas contradictoire avec les principes cités plus haut. Mais nous avons publiquement précisé les conditions politiques et organisationnelles de notre soutien.

2°) nous avons été un élément décisif dans l'organisation d'une riposte immédiate aux bombardements de Hanoi. Sans cette initiative, aucune riposte n'aurait été organisée.

Si nous rappelons ces faits, ce n'est pas dans un but d'autosatisfaction. La politique active du bureau national, en ce domaine, a été rendue possible par le développement en province et surtout à Paris, de comités de soutien à la lutte du peuple vietnamien, comités de base qui ont su développer réellement un travail de masse. Tant il est vrai que, sans lutte de masse, la direction nationale est incapable d'être autre chose que la gérante d'un appareil.

Mais sur tous les autres fronts, une politique active était impossible pour la direction nationale. Et ceci essentiellement parce que, du fait de la conjoncture politique nationale, il est impossible de constituer une assise militante capable d'appliquer une pratique syndicale débarrassée des illusions réformistes.

Telles sont les raisons qui motivent la direction nationale quand elle propose sa démission. Notre choix, démissionner, ne correspond pas à une méconnaissance de l'importance de l'organisation de masse des étudiants : l'UNEF.

Bien au contraire, notre démission procède d'abord de notre volonté : favoriser une survie de l'appareil de l'UNEF. Il ne semble pas juste de contribuer, par notre présence à la direction, à détruire les formes

d'organisation anciennes du syndicat - si critiquable soient-elles - alors que pour des raisons générales nous sommes encore incapables d'en proposer de nouvelles. Il faut dénoncer ici un certain sectarisme avec lequel la "gauche syndicale" a traité les AGE centristes. Si certaines AGE ont refusé tout changement, c'est que la conversion de l'UNEF comportait d'immenses risques. Trop souvent, une prise de pouvoir trop rapide par la "gauche syndicale" (prématurée par rapport à l'assise militante existante) s'est traduite par une destruction des formes traditionnelles d'existence du syndicat, par une désorganisation de l'appareil - ce qui inévitablement amenait un retour de flamme du centrisme. Le cas de l'AGE de LYON est éclairant à cet égard. Un autre processus s'est d'ailleurs également produit, c'est le cas de l'AGE de LILLE - traduisant un refus pur et simple d'évolution par rapport à des tentatives perçues comme liquidatrices.

Nous ne tenons pas ces erreurs pour les causes principales de l'échec de la "gauche syndicale". Nous voulons simplement souligner ce qu'elles nous enseignent quant aux risques d'une liquidation de l'UNEF sous prétexte de conversion.

En quoi notre départ peut-il favoriser une survie organisationnelle de l'UNEF, en quoi une telle survie est-elle importante ?

Nous avons souligné plus haut l'inégal développement des luttes sur les problèmes universitaires et internationaux. Cela aurait conduit la direction nationale à proposer de rendre principale au second trimestre l'intervention sur le Vietnam. Ce choix correspondait d'ailleurs à l'importance objective, dans la conjoncture mondiale, de la lutte anti-impérialiste.

Mais il est bien clair que ce choix était impossible à assumer pour l'UNEF. Certes il était et il reste possible de développer une large action anti-impérialiste parmi les étudiants. Mais une telle intervention ne pouvait prétendre résoudre les problèmes de l'UNEF. A la limite, elle pouvait se développer hors des lourdeurs de l'appareil syndical, avec des formes d'organisation autonomes, sans que la dégénérescence de l'appareil syndical soit enrayée.

Notre départ favorisera, nous l'espérons, la constitution d'une nouvelle majorité et l'élection d'une direction nationale - qui, pour n'être pas plus liée que nous ne le fûmes à des luttes de masses réelles - pourra néanmoins refléter plus adéquatement les désirs des appareils syndicaux.

Une telle survie organisationnelle de l'UNEF est nécessaire même au patient travail de masse qu'il convient de développer pour oeuvrer à la transformation nécessaire des luttes de l'UNEF.

Il ne s'agit donc pas pour nous d'abandonner le travail dans l'organisation de masse des étudiants, l'UNEF, mais bien de faire des choix politiques conséquents pour que celle-ci puisse retrouver un jour la place qui doit être la sienne dans un combat dégagé des illusions réformistes.